Le Conseil,

Vu le rapport du 8 janvier 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La communauté urbaine de Lyon est propriétaire d'un immeuble situé 56, grande rue de Saint Clair, à Caluire et Cuire, dans lequel monsieur Mohamed Ghouila occupait un appartement en vertu d'un bail en date du 1er février 1986 soumis à la loi du 1er septembre 1948.

Cet immeuble a été déclaré en état de péril par monsieur le maire de Caluire et Cuire le 14 août 1996 et sa démolition est intervenue au cours du mois de novembre dernier.

Absent au moment des faits, l'intéressé n'a pu être immédiatement relogé et ses meubles ont été évacués des lieux en attendant son retour.

A ce jour, la communauté urbaine de Lyon ne disposant pas d'un appartement de remplacement correspondant aux besoins de monsieur Ghouila, il pourrait lui être consenti une indemnité de 35 000 F en contrepartie de sa renonciation à son relogement et à tout droit pouvant résulter du bail sus-énoncé ;

B - Propose, l'intéressé ayant accepté cette proposition et compte tenu de la particularité de la situation, de décider le paiement de ladite indemnité à monsieur Ghouila et de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu le présent dossier ;

Vu le bail consenti à monsieur Mohamed Ghouila en date du 1er février 1986 ;

Vu la déclaration en état de péril signée par monsieur le maire de Caluire et Cuire le 14 août 1996 ;

Ouï l'avis de sa commission domaine et administration générale ;

DELIBERE

1° - Décide le paiement de ladite indemnité à monsieur Ghouila.

2° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - sous-chapitre 922-000 - article 123-096 ou son équivalent en nomenclature M 14.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,